

Veille & territoires

#337 - 17 juillet 2023

✱ Dernier numéro avant la pause estivale. *Veille et territoires* vous souhaite un **bel été** et vous donne rendez-vous en septembre ✱

Aménagement du territoire

► Osons le retour de l'aménagement du territoire : les enjeux de l'occupation du sol dans les prochaines décennies

Sénat, Délégation à la prospective, Jean-Pierre Sueur. *Rapport d'information*, n° 813, 29 juin 2023. 166 p.

Fruit de l'histoire, l'occupation du sol se transforme avec les mutations de notre tissu économique, la montée de l'impératif environnemental, le vieillissement de la population ou encore la digitalisation dans tous les aspects de la vie quotidienne. La métropolisation et la périurbanisation ont été les tendances fortes des dernières décennies, avec leurs effets pervers : surconsommation de terres agricoles, étalement urbain, relégation des banlieues pauvres mais aussi de certains territoires ruraux, allongement des trajets, défiguration du paysage des entrées de ville. Que l'on s'intéresse à la maille locale, celle des villes et de leurs quartiers, ou que l'on remonte à l'échelle plus large du pays, le rôle des collectivités territoriales est essentiel pour retrouver une ambition d'occupation plus harmonieuse de nos sols, plus respectueuse des besoins des écosystèmes, intégrant la lutte contre les inégalités sociales, et rendant nos villes et villages plus vivables. Le rapport formule 50 propositions pour oser entrer dans un nouvel âge de l'aménagement du territoire.

► Le rapport ► La synthèse

Collectivités territoriales - Décentralisation

► Avis de tempête sur la démocratie locale : soignons le mal des maires

Sénat, Mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France, Maryse Carrère, Mathieu Darnaud. *Rapport d'information*, n° 851, juillet 2023. 220 p.

Violences contre les élus, démission des maires, affaiblissement des communes : le cœur de la démocratie locale est atteint, menaçant son avenir. La mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire s'est saisie de ce sujet pour prendre la mesure de la crise que traverse

l'institution municipale. La mission a entendu objectiver cet état de fait en enrichissant ses auditions et déplacements par un sondage sur la perception qu'ont les citoyens de la commune et du maire ainsi qu'une vaste consultation des élus municipaux sur la plateforme dématérialisée du Sénat. Le constat est sans équivoque : l'avenir des communes et des maires s'est assombri. Pour autant, l'institution communale, à laquelle les citoyens sont attachés et qui a fait la pleine preuve de sa résilience, doit être confortée.

► Le rapport ► La synthèse

► Libre administration, simplification, libertés locales. 15 propositions pour rendre aux élus locaux leur « pouvoir d'agir »

Sénat, Groupe de travail sur la décentralisation, juillet 2023. 147 p.

Le groupe de travail sur la décentralisation du Sénat formule 15 propositions concrètes, simples et efficaces pour redonner aux élus locaux leur « pouvoir d'agir ». Elles s'inscrivent dans la continuité des travaux sénatoriaux pour que les collectivités territoriales disposent une vraie liberté d'administration et pour simplifier l'action locale afin de mieux servir les citoyens.

► Le rapport ► Les 15 propositions

Finances

► Les finances publiques locales 2023. Rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements

Cour des Comptes, rapport public thématique, juillet 2023. 189 p.

La Cour publie son rapport annuel sur la situation financière des collectivités territoriales, telle qu'elle résulte de l'examen de leurs comptes de l'année 2022. Après une année 2021 marquée par une nette amélioration, les collectivités territoriales ont à nouveau connu en 2022 une situation financière très favorable, comme le montre l'évolution de leur épargne, de leurs dépenses d'investissement et de leur endettement. Cette situation a été partagée par les trois grandes catégories de collectivités : les communes et leurs groupements intercommunaux, les départements et les régions. Elles connaissent cependant des disparités internes, notamment les communes et les intercommunalités. La participation des collectivités territoriales au redressement des finances publiques reste à définir.

► Le rapport ► La synthèse

► Regard financier sur les petites villes (2 500 à 25 000 habitants)

Banque Postale et Association des petites villes de France (APVF), juillet 2023. 16 p.

Cette étude présente les indicateurs financiers 2022 des communes de 2 500 à 25 000 habitants, en les distinguant selon 4 strates démographiques. Les 4 107 « petites villes » concentrent, en 2022, 39 % de la population nationale ; elles représentent également 39 % du budget total de l'ensemble des communes (hors Ville de Paris) en hausse de 6,6 % par rapport à 2021. Parmi les autres constats : l'année 2022 a été marquée par une augmentation de 5,9 % des dépenses de fonctionnement liée à une forte inflation, notamment sur l'énergie (+ 25 %). Les recettes fiscales ont, quant à elles, progressé de 4,3 %.

► L'étude

► Les dotations de l'état aux collectivités territoriales : un verdissement en demi-teinte

Sénat, Commission des finances, Charles Guené et Claude Raynal. *Rapport d'information*, n° 832, juillet 2023. 84 p.

Face aux enjeux environnementaux et à un parc immobilier ancien et énergivore, les collectivités territoriales doivent, dans les prochaines années, investir massivement pour réussir leur transition écologique et atteindre l'objectif national de réduction de consommation d'énergie de 40 % d'ici 2030. Pour les accompagner, l'État a, notamment, créé de nouvelles dotations spécifiquement orientées vers la transition écologique. Si les dotations budgétaires sont un outil indispensable à la transition écologique des collectivités, elles ne peuvent être un outil unique pour répondre à l'ensemble des besoins d'investissement et des enjeux environnementaux. C'est donc l'ensemble du financement de la transition écologique des collectivités qui doit être repensé avec pour priorité une visibilité pluriannuelle, puisque ces investissements lourds ne peuvent s'inscrire que dans une temporalité longue. Une réflexion urgente doit également être menée sur les autres outils, comptables ou fiscaux, à mettre en place ainsi que sur les moyens de réhabiliter le recours à l'emprunt.

► Le rapport ► La synthèse

Lutte contre les discriminations

► Prévention des discriminations et choix d'orientation

Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI). Note documentée, juin 2023. 18 p.

Depuis 2019, le réseau RECI mène différents travaux sur la prévention des discriminations ethno-raciales dans le champ scolaire. Alors que les discriminations sont rarement intentionnelles et directes, approcher les risques de discrimination dans les choix d'orientation implique d'adopter une approche systémique. Le réseau a centré ses réflexions sur l'identification et la compréhension du système d'acteurs et la répartition des compétences en matière d'orientation mais également sur la compréhension des processus à l'œuvre ainsi que sur les conditions de mise en œuvre de dispositifs publics pouvant les contrer.

► La note ► La sélection de ressources documentaire « Orientation – Ambition scolaire - Discriminations »

Mobilité - Transports

► Quelles solutions pour des mobilités durables et inclusives en zones peu denses ?

Cese, Commission Territoires, Agriculture et Alimentation, Sébastien Mariani, juillet 2023. 98 p.

La diminution du nombre d'activités économiques et de services publics dans les zones rurales se poursuit, depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, il est indispensable de disposer d'un moyen de transport pour accomplir les actes élémentaires de la vie (se ravitailler, se soigner, travailler, étudier, accéder aux lieux de culture, entretenir des liens familiaux et sociaux...). Pourtant, les transports collectifs se raréfient et le recours à la voiture est la solution la plus fréquente, malgré les difficultés qu'elle pose : sur le plan financier au niveau individuel ; et sur le plan climatique au niveau collectif. Dans cet avis, le Cese analyse les solutions réellement efficaces et les conditions de leur

reproductibilité. Ses préconisations portent sur les moyens de pérenniser ces solutions, voire d'en concevoir de nouvelles. Les Cesser sont tout particulièrement associés à ces travaux, afin d'aboutir à des solutions ancrées dans des solutions locales.

► L'avis ► La synthèse

► Les mobilités post-Covid : un monde d'après plus écologique ?

Thomas Évariste, Jean-Baptiste Frétigny, Anne Fuzier, Christophe Gay, Maxime Huré, Thomas Pfirsch. *Métropolitiques*, 29 juin 2023

La pandémie de Covid-19 est venue bousculer les mobilités sur fond d'exacerbation du changement climatique. Les adaptations observées durant la crise sanitaire seront-elles pérennes ? Métropolitiques et le Forum Vies Mobiles ouvrent un dossier commun pour éclairer les mutations de nos mobilités. Plusieurs articles à paraître.

► Les scénarios de long terme pour le réseau ferroviaire français (2022-2042)

Autorité de régulation des transports (ART), juillet 2023. 100 p.

L'ART publie une étude dans laquelle elle explore l'avenir du réseau ferroviaire en fonction de deux scénarios d'investissement. L'Autorité souhaite éclairer ainsi le débat public en réalisant des travaux prospectifs visant à présenter les évolutions prévisibles, à l'horizon de vingt ans (2022-2042), de la consistance du réseau en fonction des moyens mobilisés. Deux scénarios ont été explorés : un scénario « tendanciel », qui reprend les trajectoires prévues par le contrat de performance et les prolonge au-delà de 2030, et un scénario « transition écologique », qui reprend la trajectoire « planification écologique » figurant dans le dernier rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (COI) remis à la Première ministre le 24 février 2023.

► Le rapport

Mobilité résidentielle

► Les nouveaux flux de déménagements depuis la Covid : le recensement et les autres sources racontent-ils la même histoire ?

Insee, Isabelle Kabla-Langlois. *Blog Insee*, 10 juillet 2023. 9 p.

Les recensements de la population permettent d'appréhender les mobilités résidentielles à un niveau territorial fin et de caractériser les personnes qui changent de résidence. En complément, des données alternatives fournissent une information fraîche sur les inflexions récentes, ce qui s'avère particulièrement instructif lorsque ces mobilités sont susceptibles d'être fortement influencées par des phénomènes tels que la crise de la Covid-19 ou le développement du télétravail. Il s'agit de données de gestion administrative telles que les contrats de réexpédition proposés par La Poste, les immatriculations de véhicules, les inscriptions scolaires, ou encore les déclarations sociales à l'Urssaf. Malgré les limites qu'elles présentent dans leur pertinence pour une analyse des déménagements, elles concordent sur le fait que les tendances de départ des grandes métropoles et de l'aire parisienne vers des villes plus petites et moins proches des cœurs urbains, prévalant avant la crise sanitaire, se sont accentuées entre 2019 et 2021.

► En 2021, des déménagements un peu plus nombreux qu'avant la crise sanitaire depuis l'Île de France vers les autres régions

Insee, Chantal Brutel. *Insee Première*, n° 1954, juin 2023. 4 p.

Au cours de l'année 2021, 6,8 millions de personnes ont emménagé dans un nouveau logement, soit le même nombre qu'en 2019, avant la crise sanitaire. Trois personnes sur dix ayant déménagé au cours de l'année 2021 sont restées dans la même commune, soit un peu moins qu'en 2019. Les déménagements de l'Île de France vers les autres régions métropolitaines ont augmenté de 25 %, avec 56 000 personnes de plus en 2021 qu'en 2019. Les mobilités à destination d'aires d'attraction des villes moins peuplées que celles d'origine se sont également accrues (+101 000 personnes en 2021 par rapport à 2019, soit +15 %). C'est aussi le cas des mobilités des communes urbaines vers les communes rurales (+85 000 personnes, soit +12 %) même s'il s'agit essentiellement de déménagements vers les espaces ruraux périurbains. Dans le même temps, les mobilités de l'espace rural vers l'espace urbain sont en légère diminution. L'évolution des mobilités résidentielles selon l'âge, le type de famille ou encore la catégorie socioprofessionnelle est faible entre 2019 et 2021. Les cadres ayant déménagé ont toutefois un peu plus privilégié des aires moins peuplées, les espaces ruraux et ont plus souvent quitté l'Île de France.

Montagne

► Saisir les opportunités de ses vulnérabilités ? Trajectoire territoriale d'une station de moyenne montagne, Céüse 2000

Anouk Bonnemains et Cécilia Claeys. *Revue de géographie alpine*, 111-1, juin 2023

Cet article propose une analyse de la trajectoire territoriale de Céüse 2000, doyenne des stations de Ski des Hautes-Alpes, visant à fournir des éléments de réponse à la question suivante : dans quelle mesure les vulnérabilités socioéconomiques d'hier, aggravées par les changements climatiques d'aujourd'hui, font-elles de Céüse 2000 un territoire propice à devenir un laboratoire de la transition ? À partir de données d'archives et d'enquêtes de terrain qualitatives et quantitatives, ainsi que d'une frise chrono-systémique, l'article souligne qu'à Céüse 2000 les retards aménagistes d'hier pourraient être les atouts d'adaptation climatique d'aujourd'hui. Restée en marge des grands plans d'aménagement et des montées en gamme touristique, Céüse 2000 est demeurée une station sociale et de proximité. L'arrêt de ses remontées mécaniques n'en a pas fait une station fantôme mais au contraire un lieu de réappropriation par des formes de slow sports. L'enjeu de ces prochaines années sera la valorisation de ces usages spontanés, conditionnée à la capacité des acteurs locaux à porter un projet territorial coordonné.

Numérique

► Services publics numériques : où en sont les intercommunalités ?

***Intercommunalités*, n° 284, juillet 2023. pp. 8-18**

Alors que la dématérialisation de l'accès aux services publics se généralise sous l'impulsion de l'Etat, les territoires s'engagent dans ces démarches porteuses d'innovations mais qui soulèvent aussi de nombreuses questions. Comment maintenir une égalité d'accès aux services numériques ? Quelles défenses face aux cyberattaques ? Décryptage des enjeux du numérique pour les services publics locaux.

Politique de la ville

► Quartiers populaires : 40 ans de déni ?

Eric Marlière, Julie Sedel, Julien Talpin et Marie-Hélène Bacqué. *The Conversation*, 7 juillet 2023

Sociologues, géographes, historiens ou anthropologues alertent depuis près d'un demi-siècle sur la façon dont les « quartiers populaires » sont représentés dans les médias et les imaginaires, leurs réalités instrumentalisées par le monde politique ou les pistes proposées par les pouvoirs publics insuffisantes. Pour *The Conversation*, quatre de ces universitaires reviennent en détail sur la façon dont la société française et ses représentants politiques se sont positionnés vis-à-vis de ce qu'on a nommé les « banlieues », les « cités » ou les « quartiers populaires », termes désignant ces grands ensembles d'habitations nées aux marges des métropoles françaises après-guerre. Leurs réflexions balaient le traitement médiatique de ces lieux et leurs habitants, leur politisation et les tensions qui les traversent.

► Emeutes urbaines et quartiers prioritaires : comment ne pas se tromper de diagnostic

Terra Nova, Thierry Pech, *La Grande conversation*, 13 juillet 2023

Les émeutes urbaines ont réveillé des représentations catastrophistes et caricaturales au sujet des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). S'ils concentrent de nombreuses difficultés, ces quartiers sont très différents de l'idée que s'en font de nombreux commentateurs : la mobilité résidentielle et sociale y est plus élevée, le niveau éducatif mieux orienté, l'emploi plus dynamique et le coût pour les finances publiques beaucoup moins disproportionné que ce que l'on pense souvent.

Politiques publiques

► Le recours par l'État aux prestations intellectuelles de cabinets de conseil

Cour des Comptes, juillet 2023. 149 p.

Pour remplir leurs missions, l'État et ses établissements publics font appel, en appui de leurs propres services et pour des prestations en principe ponctuelles et à forte technicité, à des cabinets privés qu'ils mandatent dans le cadre de marchés publics. Ce rapport, premier des travaux publiés par la Cour des comptes à l'issue de la consultation citoyenne lancée en 2022, salue les efforts pour mieux encadrer ces prestations mais juge insuffisant le pilotage interministériel du recours aux cabinets.

► Le rapport ► La synthèse

Services publics

► Services publics – Services privés : des logiques de fermeture semblables entraînant un délaissement des territoires ? L'exemple des agences bancaires du Crédit Agricole, des collèges, postes, maternités et gendarmeries en région Sud de 2007 à 2017

Quentin Godoye, Cyrille Genre-Grandpierre. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, juin 2023/3. pp. 411-432

En France, la rétraction des services publics s'est accentuée avec la mise en place depuis 2000 de politiques d'austérité budgétaire. Les agences bancaires ont également connu un repli, lié au changement de pratiques des clients et à des impératifs économiques. Dans cette étude, l'objectif

est de comparer les logiques de fermetures, entre 2007 et 2017 en région Sud, des antennes de plusieurs types de services publics et des agences bancaires du Crédit Agricole (CA), prises comme exemple de service privé, puis d'en mesurer les impacts sur l'accessibilité. Il s'agit de voir si les fermetures pour les secteurs privé et public suivent les mêmes logiques et impactent les mêmes territoires. Les résultats nuancent fortement les discours sur le « délaissement des territoires » en montrant que les logiques de fermeture diffèrent selon les services et les échelles et que les impacts sur l'accessibilité restent limités.

► **L'accessibilité aux services publics nettement améliorée par le réseau France Services**

Insee, Cyril Hervy, Yohann Rivillon. *Insee Dossier Pays de la Loire*, n° 11, juin 2023. 28 p.

Le déploiement du réseau France Services depuis début 2020 permet aux habitants des Pays de la Loire d'accéder plus rapidement aux services publics : 6,7 minutes en moyenne, contre 11,3 minutes en 2020. L'accès à d'autres services de proximité est également analysé pour comprendre le contexte local de l'implantation des services publics. Une cartographie des temps d'accès aux services publics dans les communes hébergeant des quartiers prioritaires complète Ce dossier réalisé en partenariat avec la Préfecture de région.

Santé / Sport

► **Maisons sport-santé : l'émergence et la structuration d'un nouvel instrument d'action publique**

Injep, Akim Oualhaci, *Injep Notes & rapports*, n° 2023/05, juillet 2023. 104 p.

Réparties à travers tout le territoire, les Maisons sport-santé présentent l'originalité d'inciter à la collaboration des acteurs et professionnels du sport et de la santé et de mailler tout le territoire national, en portant une attention particulière aux territoires en géographie prioritaire où les difficultés sociales et sanitaires se cumulent : les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les zones de revitalisation rurales (ZRR). Cette étude menée en 2021-2022 vise à comprendre la création et la structuration de ce dispositif en tant que nouvel instrument d'action publique. À cette fin, elle analyse les appropriations et les cadrages locaux de la politique publique de sport-santé.

Territoires

► **Clusters de demain, une chance pour l'avenir du territoire en Centre-Val de Loire**

Ceser Centre Val-de-Loire, avril 2023. 47 p.

Ce rapport établit un point sur les clusters existants en région, leur influence et leurs compétences puis apporte des propositions pour conforter ces structures agiles sur chacune de ces étapes.

► Le rapport

► **Bordeaux : l'exode urbain dans la région n'est-il qu'un mythe ?**

Elise Thouron, Université de Bordeaux. *The Conversation*, 5 juillet 2023

Les déménagements dans la région bordelaise semblent davantage s'inscrire dans un fonctionnement territorial classique, que dans des effets propres à la crise sanitaire.

Tourisme

► Le tourisme en mouvement

L'Information géographique, 2023/2, Vol. 87. 160 p.

Les articles de ce numéro abordent les différents angles du tourisme et justifient le choix du titre de l'introduction « Penser/repenser le tourisme ». Le numéro fait référence au « tournant » de la mobilité et évoque la « touristification » du monde, les grandes villes et les métropoles n'ayant cessé de mener une politique d'attractivité à l'égard des touristes, au cours de ces dernières décennies. Sa pratique peut toutefois ne pas être aussi profitable pour les autochtones que pour les individus mobiles. Cela peut entraîner de sérieux risques liés au « surtourisme ». Dans un contexte marqué par le changement climatique et la perte de la biodiversité, le tourisme ne va pas sans poser problème. Un travail empirique mené dans des stations de sports d'hiver souligne leur vulnérabilité avec l'augmentation des températures. Ce qui exige de revoir le modèle économique du tourisme d'hiver et d'imaginer des actions d'adaptation si possible transformationnelle.

Transfrontalier

► Projet pilote d'aménagement du territoire (MORO). Renforcer l'aménagement et le développement territorial dans les régions frontalières : deux jeux de simulations franco-allemands

Adeus, Aguram et Agl Hartz - Saad - Wendl | *Landschafts-, Stadt- und Raumplanung*

ANCT et Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung (BBSR), juin 2023. 128 p.

L'existence de l'Europe repose sur l'ouverture de ses frontières et sur les efforts déployés pour renforcer l'intégration européenne. Pourtant en matière d'aménagement du territoire, les programmes, les plans, les stratégies et les projets à différents échelons « s'arrêtent » aux frontières des états voisins pour des raisons de compétences. Le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en 2019, souhaite donner un nouvel élan à la coopération transfrontalière. Dans ce contexte le projet franco-allemand MORO sur l'aménagement et le développement territorial dans les régions frontalières est une première expérimentation. Il s'est déroulé sur deux ans et a été piloté du côté allemand par le BBSR et le syndicat d'aménagement de Sarrebruck et du côté français par l'ANCT et la Région Grand Est pour une mise en œuvre en transfrontalier. Sur la base des questions de recherche définies conjointement au démarrage du projet, plusieurs recommandations d'action sont formulées pour rendre l'aménagement du territoire des espaces frontaliers plus cohérent face aux interdépendances élevées.

Transitions

► Transitions territoriales : quel rôle pour la philanthropie ?

Élisabeth Dau, Nicolas Krausz (coord.). *Horizons publics*, n° 34, été 2023. 112 p.

Souvent ignorée, parfois fantasmée ou caricaturée, la philanthropie privée joue un rôle singulier dans le soutien aux transitions écologique, sociale ou citoyenne dans les territoires français. Ce dossier met en lumière ce que les fondations rendent possible en matière d'expérimentations solidaires et d'alternatives écologiques, mais aussi de résistance à des projets contestés. En finançant des acteurs engagés ou mouvements de la société civile, la philanthropie est amenée à faire des choix qui interrogent la relation entre l'État, les collectivités territoriales, les acteurs

économiques privés et le monde associatif. Le contexte actuel des crises (économique, écologique, sociale et démocratique) pousse de plus en plus de fondations à se positionner comme des leviers et facilitatrices de changements systémiques. Ce dossier apporte un témoignage précieux sur l'atterrissage territorial d'une certaine philanthropie française qui assume désormais de n'être plus seulement caritative, mais aussi transformatrice.

► **La planification écologique et l'usage des sols en France**

Jean Haëntjens. *Futuribles*, n° 455, juillet-août 2023. pp. 49-63

L'Union européenne et la France ont engagé une transition écologique ambitieuse, visant la neutralité carbone en 2050, et dans ce cadre, un des objectifs affichés est de réduire l'artificialisation des sols. Comme le montre Jean Haëntjens, les usages des sols couvrent de nombreux secteurs d'activité et de nombreux champs des politiques publiques. La planification écologique relative aux sols constitue donc un véritable changement de paradigme, qui va ouvrir de nouvelles opportunités aux territoires, mais également se heurter à des résistances et des contradictions de la part des usagers (agriculteurs, entreprises du bâtiment, producteurs d'énergie, ménages...). Cet article présente les divers enjeux inhérents à la transition écologique appliquée au foncier et à la gestion des sols, et les perspectives qui en découlent selon différents scénarios de planification écologique (ceux envisagés en France par l'Ademe). Une équation complexe dont la résolution ne pourra probablement pas satisfaire toutes les parties concernées

Urbain

► **« Il faut revenir à des dimensions tout à fait raisonnables pour les villes, faire décroître les mégaloïles ». Entretien avec Thierry Paquot**

***Nectart*, 2023/2, n° 17. pp. 8-25**

Philosophe urbain, Thierry Paquot réaffirme la façon dont il nous faut repenser nos villes à partir des concepts d'urbanité, de diversité et d'altérité, pour les transformer, les rendre plus hospitalières et plus vivables – loin du modèle de la bétonnisation, de la « commercialisation » des centres et des périphéries, de la standardisation architecturale et de la gentrification qui prévaut encore aujourd'hui. Et porte un regard renouvelé sur la place des artistes dans l'espace public et la standardisation de la fête urbaine.

► **Natures urbaines. Histoire et actualité d'une question politique et technique**

La Fabrique de la cité, Antoine Picon. Note d'auteur, juin 2023. 30 p.

Corridors de biodiversité, forêts urbaines, désartificialisation des sols, agriculture urbaine : il ne se passe pas de semaine sans que ces sujets ne soient abordés par la presse et ne fassent l'objet de débats animés. L'urbanisme contemporain accorde une place beaucoup plus grande à la nature que la planification traditionnelle. Cette importance renvoie à deux dimensions que cette note se propose d'explorer.

A découvrir



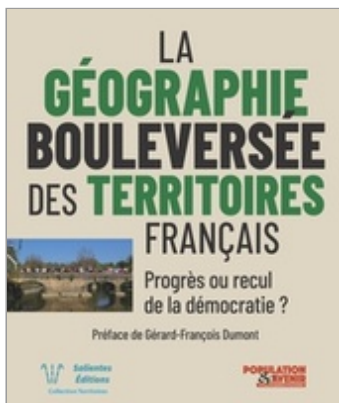
► **Le développement territorial. Repenser les relations villes-campagnes à l'heure de la transition écologique**
Magali Talandier. Ed. Armand Colin, juin 2023. 256 p. Coll. "Le siècle urbain"



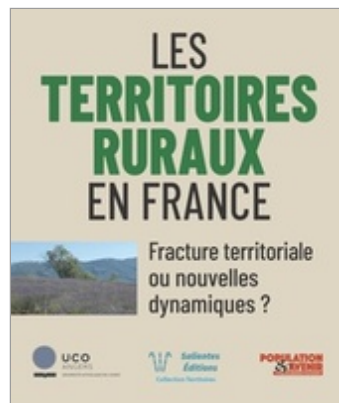
► **Créer une dynamique de territoire. Solutions participatives et durables**
André Jaunay. Territorial Editions, mai 2023. 208 p. Coll. "Les essentiels"



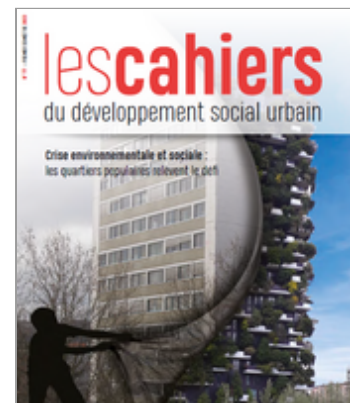
► **Les néo-industriels. L'avènement de notre renaissance industrielle**
Olivier Lluansi. Les Déviations éditions, mai 2023. 128 p.



► **La géographie bouleversée des territoires français. Progrès ou recul de la démocratie ?**
Frédéric Ville. Ed. Association Population & Avenir, 2023. 224 p. Coll. "Populations et territoires"
► Ouvrage en ligne



► **Les territoires ruraux en France. Fracture territoriale ou nouvelles dynamiques ?**
Olivier Landron, Paul Salaün. Ed. Association Population & Avenir, 2023. 278 p. Coll. "Populations et territoires"
► Ouvrage en ligne



► **Crise environnementale et sociale : les quartiers populaires relèvent le défi**
Léa Billen, Frédéric Villaumé, Julie Donjon et al. *Les Cahiers du développement social urbain*, n° 77, 1er sem. 2023. 52 p.



► **Coopérer par la métropole. L'agilité d'un pragmatisme brestois ?**
Marthe Le Moigne et Lionel Prigent - *Les Cahiers POPSU*.



► **L'économie métropolitaine ordinaire. Invisible, oubliée, essentielle**
Magali Talandier - *Les Cahiers*



► **L'habitabilité métropolitaine en question. Recompositions résidentielles et articulations**

✱ Dernier numéro avant la pause estivale. *Veille et territoires* vous souhaite un **bel été**
et vous donne rendez-vous en septembre ✱

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille ANCT

>> **Pour s'abonner au bulletin Veille & territoires : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

VEILLE & TERRITOIRES ISSN 2827-3737



© Juillet 2023 - Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)